

**VOTRE JOURNAL  
DE QUARTIER**

"La Page", journal de quartier dans le 14<sup>e</sup>, est publiée par l'association de bénévoles L'Equip'Page. Elle est ouverte à tous et toutes : vous pouvez vous joindre à nous, nous envoyer vos articles ou vos informations (BP53, 75661 Paris cedex 14), ou téléphoner au 01.43.27.27.27 (répondeur).

# La Page

du 14<sup>e</sup> arrondissement

Du Mont Parnasse au Mont Rouge

N° 37 - 8 F

## Au Cepije

# PLAISANCE-ALÉSIA SUR UN AIR DE RAP

Youcef, Ludovic, Clément, Madjid, Yéyé et les autres habitent rue Raymond-Losserand, mais c'est rue du Moulin-Vert qu'ils ont trouvé leur moyen d'expression. C'est là, au Cepije, qu'ils se retrouvent pour faire du rap. Auteurs et interprètes de leurs chansons, ils racontent leur quartier, le nôtre. "On ne peut pas parler, personne ne nous écoute", disent-ils. Nous leur avons ouvert nos colonnes ; ouvrez vos oreilles. (lire page 4)



## BAUER-THERMOPYLES EN PROGRES

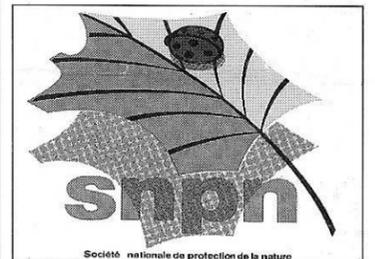
La concertation a fait évoluer le projet d'aménagement du quartier dans le bon sens. Encore faut-il s'assurer que les promesses seront tenues (page 2).

## PLACE AUX JEUNES À PLAISANCE

La construction d'un centre d'activités et de loisirs est à l'étude rue Vercingétorix (page 3).

## DUO D'ARTISTES

Fred Vargas, écrivain au service de la "noire", et sa sœur Jo, peintre, se sont retrouvées à la librairie l'Arbre à lettres (page 5).

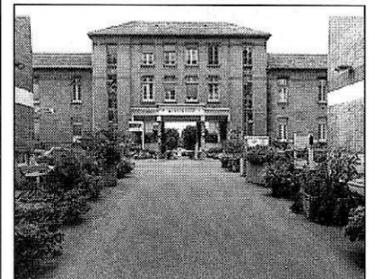


## NATURE ET DÉCOUVERTE

La Société nationale de protection de la nature s'installe rue Cels. Librairie, boutique et galerie d'art... visite guidée page 7.

## BRETONS A PARIS

Immigrés de l'intérieur, ils arrivaient dans la capitale par la gare Montparnasse. Un livre raconte leur "exil". Rencontre avec l'auteur et visite à la Mission bretonne, rue Delambre (page 7).



## BROUSSAIS SOUS PERFUSION

L'avenir de l'hôpital Broussais s'assombrit. Le projet final est en recul sur les propositions du médiateur (page 8).

## RUE OLIVIER-NOYER

# Sauvons le centre Notre Maison !

CONSTRUIT en 1975 sur un terrain appartenant depuis le XIX<sup>e</sup> siècle à l'Eglise réformée Paris-Plaisance, le centre Notre Maison, 32, rue Olivier-Noyer, est géré par l'Association Plaisance 14 (AP14). Seul centre social agréé par la Caisse d'allocations familiales, il emploie dix-huit salariés, et quatre cents usagers y viennent régulièrement. Des bénévoles y assurent des cours d'alphabétisation et du soutien scolaire. Notre Maison accueille aussi les activités d'associations du quartier : la chorale berbère Assirem y répète chaque semaine avec les enfants, les rappeurs du Cepije y ont tenu leur concert en décembre dernier, La Gamberge y tient ses débats... Rappelons aussi que le centre avait prêté son estrade pour la fête de La Page en juin 1997... Bref, son caractère indispensable pour la vie du quartier n'est plus à prouver.

Et pourtant le centre Notre Maison devra sans doute fermer ses portes à la fin du mois de juin prochain. En effet, l'Eglise protestante a récemment signé la promesse de vente des bâtiments (compre-

nant le centre, les appartements au-dessus et les parkings) à l'Institut national de recherche sur la sécurité (1), qui occupe déjà une partie des bâtiments depuis plusieurs années. L'opération immobilière serait justifiée, selon certains, par les difficultés financières du centre ; selon d'autres, elle résulterait de la volonté de l'Eglise réformée de recentrer ses activités de solidarité sur la grande précarité et le logement.

### LES ASSOCIATIONS DU QUARTIER SE MOBILISENT

Quoi qu'il en soit, les gens du quartier sont consternés par la légèreté, sinon l'irresponsabilité avec laquelle cette décision donnée pour irréversible a été prise. Depuis décembre dernier, des rumeurs sur la fermeture du centre circulaient, mais on n'osait y croire. L'incertitude prolongée a empêché les salariés d'AP14 et les bénévoles d'entreprendre les démarches nécessaires pour envisager la poursuite des activités du centre dans d'autres locaux, avec d'autres financeurs.

La nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre parmi les associations du quartier, au Moulin de Jean-Louis Lambert, chez les éducateurs de rue de l'association Jean-Cotxet... car la fermeture du centre risque de laisser un vide qu'ils ne pourront combler dans ce quartier populaire où les besoins restent immenses.

L'association Urbanisme et démocratie, qui réclame depuis longtemps l'intégration de petits espaces d'expression et d'animation, dits "lascarts" (locaux associatifs, sportifs, culturels et artistiques), dans les nouvelles constructions (Bauer-Thermopyles, Zac Didot...), a écrit à Jean Tiberi pour lui demander de préempter les locaux, seule solution en l'état actuel des choses. Elle organisait le 24 février une réunion de l'ensemble des associations utilisatrices de Notre Maison pour envisager une action collective visant à sauver le centre.

(1) L'INRS dépend de la Caisse nationale d'assurance maladie, il fait des recherches sur la sécurité des conditions de travail.

## BAUER-THERMOPYLES

# Un projet plein de promesses... à tenir

Le projet d'aménagement du quartier Bauer-Thermopyles a tenu partiellement compte des désirs des riverains. Mais ils ne seront pas consultés sur la qualité de l'architecture et ils craignent de mauvaises surprises de dernière minute.

LE PLAN d'aménagement du secteur Bauer-Thermopyles a été définitivement adopté le 2 octobre dernier. Le projet a une dimension raisonnable, à l'échelle du quartier. Le pire a été évité, il suffit de se souvenir des monstruosité architecturales du tout premier projet ! La mobilisation des habitants a eu raison de la barre de six étages qui devait enjambrer lourdement la cité Bauer et la rue des Thermopyles. Elle a aussi sauvé le jardin public, initialement prévu au plan d'occupation des sols, qui se trouve même agrandi : il s'ouvrira sur la rue Didot, encadré par la cité Bauer et la rue des Thermopyles qui conservera son tracé actuel. Un passage sera créé, ouvrant un accès vers la rue de Plaisance.

Voilà donc des motifs de se réjouir. On regrette néanmoins que l'avis des riverains n'ait été que partiellement pris en compte. Lors de l'enquête réalisée par l'association Urbanisme et démocratie, les 27 et 28 septembre, les habitants étaient nombreux à regretter l'absence de structures collectives, en particulier d'une crèche et d'un local associatif, sportif, culturel et artistique ("lascart") et à déplorer la destruction de la maison de l'imprimeur au 40 rue Didot. La hauteur de certains immeubles est encore excessive sur tous les secteurs concernés.

Plus encore que le volume bâti, c'est l'esthétique des bâtiments qui déterminera la valeur de l'ensemble. L'architecte coordonnateur du projet, Yves Lion, a établi et présenté le cahier des charges qui décrit l'esprit du projet : la hauteur des immeubles,

l'architecture, les matériaux utilisés devraient être en harmonie avec le bâti existant du quartier. On y évoque même des persiennes aux fenêtres, des grilles en fonte, des rebords de fenêtres où pourraient s'épanouir des géraniums. On se prend à rêver... Mais aussi à imaginer que ces images de balcons fleuris pourraient distraire notre attention et engourdir notre vigilance.

Il y a encore bien des raisons de s'inquiéter et de rester vigilants. Pour avoir une idée de l'aspect définitif de l'ensemble, il faudra attendre le dépôt du permis de construire. Pour l'heure, plusieurs architectes vont travailler sur le projet sous la coordination d'Yves Lion. Celui-ci ne les a cependant pas choisis, ils ont été désignés par l'Office public d'aménagement et de construction (Opac, ex-office municipal d'HLM). Jusqu'à quel point seront-ils tenus de suivre le cahier des charges ? Le coordonnateur pourra-t-il encore faire valoir ses idées lorsque les contraintes budgétaires commenceront à peser, et n'auront-elles pas raison des belles intentions ?

Et il n'est pas sûr que l'on ait épuisé le contenu de la boîte à surprises. A peine ce projet était-il adopté qu'il se voyait déjà modifié. Le n° 13 de la rue des Thermopyles, que l'on croyait voué à une démolition certaine, sera rénové. Au passage, voilà 5 logements supplémentaires, ce qui porte le total de l'opération à 50 logements au lieu des 45 promis par Anne-Marie Couderc, adjointe au maire de Paris chargée de l'urbanisme. La plupart de ces logements



Les riverains continuent de s'interroger sur l'intérêt de logements "sociaux" haut de gamme. Ils voudraient aussi en savoir plus sur l'aménagement de l'espace vert que leur mobilisation a permis de sauver.

seront des PLI (destinés aux classes moyennes). Est-ce la peine de densifier un quartier déjà surchargé alors que la mairie semble éprouver quelque difficulté à trouver des occupants pour ce haut de gamme du logement aidé ?

### LA CONCERTATION DOIT SE POURSUIVRE

Pourquoi ne pas poursuivre la phase de concertation, que les associations auraient, selon nos élus, une fâcheuse tendance à confondre avec la cogestion ? Selon eux, les avis de la population ont été suffisamment recueillis, il serait temps de laisser décider les décideurs et construire les constructeurs. Ce n'est pas l'avis des rive-

rains et des associations, en particulier d'Urbanisme et démocratie, qui continueront à suivre les évolutions du projet et qui, au besoin, sauront se faire entendre. Car à terme, ce sera bien aux habitants d'habiter. Et ils veulent le faire dans un environnement à leur mesure. Il y a encore bien des aspects de ce projet pour lesquels leurs aspirations peuvent être prises en compte.

Par exemple ce nouveau jardin tant attendu et dont on ne sait rien : il serait intéressant de savoir si on nous le prépare façon jardin Atlantique ou façon rue Léonidas. L'un plaît aux habitants, l'autre ne convient qu'aux chiens...

Denis Bernard, Annie Duchon et Margaret Skinner

Il existe une maquette en relief du projet, réalisée par Yves Lion. Elle permet, bien mieux qu'un plan, d'appréhender son impact sur le quartier. Pour demander son exposition au public, écrivez à Anne-Marie Couderc, maire adjoint chargé de l'aménagement urbain, Hôtel de Ville, 75196 Paris.

## FONDATION CARTIER : ÇA BOUGE !

Depuis la mi-décembre, non seulement les expositions annoncées à la fondation Cartier, boulevard Raspail, sont différées ou annulées, mais les employés qui travaillaient dans l'immeuble ont été évacués vers la rue de Vaugirard. Ils devaient revenir en janvier, mais ce retour est, pour l'instant, remis à la mi-février...

En décembre, *Le Monde* faisait état d'une rumeur : l'immeuble bougerait, il se serait enfoncé de 60 cm depuis sa récente construction, en raison de calculs erronés. Pour l'instant, donc, les travaux entrepris essaieraient de consolider les structures. Le quotidien du soir suggérait aussi qu'il y aurait à la clé un conflit entre le propriétaire (le Gan) et le locataire (Cartier), lequel voudrait voir diminuer son loyer, jugé excessif. C'est tout de même bizarre que pour obtenir cela on déplace 150 employés de leur lieu de travail.

Précédent locataire du site, le Centre américain avait été obligé, après son déménagement dans les locaux somptueux, près de Bercy, de fermer pour cause de faillite. Coincés entre les écrans de verre du nouvel immeuble, construit par Jean Nouvel, bien des oiseaux ont péri, faute de trouver la sortie. Et voilà que Cartier évacue son personnel ! Quelle est donc cette malédiction ?

Edwige Jakob



## ASSASSINAT D'UNE IMPASSE

La Page n° 33, paru en mars 1997, comportait un titre : "La fonderie d'art est sauvée", lequel pouvait, dans une certaine mesure, apaiser les craintes des habitués de cette partie de la rue Deparcieux, connue d'antan comme une petite impasse tranquille. Celle-ci fut dominée par un arbre majestueux derrière lequel se trouvait un petit atelier d'art, rendu prestigieux par son fondateur, le sculpteur Max Le Verrier, en 1926. Une très belle porte y donnait accès.

Après le décès du fils du sculpteur, qui avait repris en partie l'activité de son père, nous avons pu filmer de près l'imposante statue de Don Quichotte et de Sancho Panza trônant sur le toit de l'atelier. C'est alors qu'interrogé sur le devenir du lieu, un proche nous a informés qu'un jeune de la famille serait intéressé par l'activité artistique de son aïeul... les photos en disent long sur la suite.

Un week-end, on fit disparaître l'arbre. Le 27 janvier dernier, une double palissade a été érigée, barrant l'accès au trottoir sur toute la longueur du chantier, où s'activent des ouvriers et responsables d'une spectaculaire démolition. Le permis de construire prévoit deux niveaux de parkings souterrains qui, venant s'ajouter aux trois niveaux de l'immeuble du 31-33, créeront une densité de circulation d'automobiles intenable pour une petite impasse à voie unique. Soyons vigilants.

Des riverains inquiets

### LA RÉPONSE DE PATRICE MAIRE

L'association Monts 14 s'est alarmée, dès septembre 1996, de cette destruction de ces bâtiments, parce que la réglementation actuelle n'est pas assez contraignante pour les promoteurs. C'est bien pour cela qu'elle demande un périmètre de préservation du quartier Daguerre lors de la révision du plan d'occupation des sols.

P. M.

## Rue Pierre-Larousse

# QUAND LA VILLE JOUE À CACHE-CACHE AVEC UNE COUR DE RÉCRÉATION

Plusieurs projets immobiliers se sont succédés sur le terrain derrière l'école primaire de la rue Pierre-Larousse. Jusqu'à présent, aucun n'est arrivé à rallier à la fois les parents d'élèves, qui défendent l'agrandissement nécessaire de la cour de récréation, et l'ensemble des riverains, soucieux de préserver leur cadre de vie.

DEPUIS des années, la Ville de Paris projette de construire des logements sur un terrain tout en longueur allant du 17-19 rue des Suisses à la villa Mallebay, entre les rues Jonquoy et Pierre-Larousse. Au début des années 90, la Fédération des conseils de parents d'élèves demande que ce terrain serve à l'agrandissement de la cour de l'école primaire du 28-32 rue Pierre-Larousse, car celle-ci est trop petite compte tenu du nombre d'enfants. Une nouvelle association, regroupant les parents d'élèves de l'école primaire de la rue Pierre-Larousse et de l'école maternelle de la rue Jacquier, lui succède et reprend

à son compte cette revendication. En 1995, la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP) présente un premier permis de construire lors d'une enquête publique.

Celui-ci prévoit un terrain encastré entre deux barres de quatre étages, permettant l'extension de la cour d'école. Mais les habitants des n° 34 à 42 de la rue Pierre-Larousse s'insurgent contre l'apparition de bâtiments de quatre étages. Leur revendication se justifie incidemment par le fait que ces bâtiments se situent dans la perspective de la villa Mallebay, classée en "zone d'urbanisation légère" (protection du paysage urbain consistant notamment à limiter la hauteur des constructions à deux étages).

### PRIVÉS DE RÉCRÉ !

Les parents d'élèves, de leur côté, ne sont pas satisfaits des conditions de sécurité de l'aménagement proposé : la cour d'école va jusqu'à l'aplomb des façades des immeubles, d'où le risque qu'un objet tombe d'une fenêtre et blesse un enfant.

Le projet initial est abandonné. Au printemps 1997, la RIVP en propose un autre prévoyant cinquante-neuf logements "sociaux" de type PLI (prêt locatif inter-

médiaire, destinés aux couches moyennes). Le principe de l'agrandissement de la cour d'école est mis aux oubliettes.

Coincidence amusante : pour la construction de la rue des Suisses, la RIVP a engagé un architecte helvétique... Son projet prévoit une barre très longue de deux étages adossée à la limite séparative des propriétés de la rue Jonquoy. L'esthétique rustique, à base de rondins de bois, serait plutôt agréable si elle ne se répétait pas sur cent vingt mètres de long ; l'ensemble rappelle des cabines de bains.

Des habitants de la rue Jonquoy à l'affût apprennent l'existence de cette demande de permis et réalisent que la barre en projet va boucher les fenêtres principales de leur pièce de séjour. Ils lancent une pétition dans les immeubles de leur rue, qui recueille soixante signatures. Ils négocient discrètement avec la mairie du 14<sup>e</sup> arrondissement pour obtenir que les bâtiments soient repoussés de 5,50 m en direction de la rue Pierre-Larousse... sans en avertir les habitants de ladite rue.

Le 16 décembre dernier, à l'occasion d'une réunion organisée par l'association Monts 14, ceux-ci ont la désagréable sur-

prise d'apprendre l'existence du projet sur lequel ils n'ont pas été consultés. Deux actions parallèles, avec d'un côté l'association Monts 14 et les riverains, de l'autre les parents d'élèves, seront dès lors entreprises.

Les habitants de la rue Pierre-Larousse apprécient certes que la hauteur des constructions soit désormais limitée à deux étages, mais le plan d'aménagement, avec une barre uniforme, monotone, leur paraît peu satisfaisant. A la demande de l'association Monts 14, un architecte a élaboré deux projets d'aménagement alternatifs préservant une possibilité d'extension de la cour d'école. Ces projets consistent à morceler le bâtiment prévu en immeubles de deux étages, dont certains s'appuient sur les pignons aveugles des immeubles de la rue Jonquoy. Les espaces verts sont conçus différemment, avec un cheminement plus sinueux entre les constructions.

Les riverains de la rue Pierre-Larousse et les parents d'élèves des deux écoles communales, dans l'espoir d'être entendus, font circuler des pétitions qui ont déjà recueilli 125 signatures pour les premiers et 145 pour les seconds.

Patrice Maire

## UN PROJET DE CENTRE D'ANIMATION

Un groupe de travail initié par l'Association du comité des résidents Plaisance-Pernety a remis aux élus de Paris un ambitieux projet de centre d'animation. Son objectif : enrayer les incivilités qui minent le sud-ouest de l'arrondissement. Une consultation est en cours auprès des jeunes du quartier.



Les partisans du projet comptent sur la Ville pour financer la construction du centre. Le site est déjà trouvé : un terrain municipal inoccupé, face à la voie ferrée.

FACE à la croissance des incivilités d'une partie des jeunes du quartier Plaisance, l'Association du comité des résidents Plaisance-Pernety (ACRPP) a longtemps centré ses interventions sur la répression de la petite délinquance en collaboration avec la police (voir *La Page* n° 34). Mais ces actions entreprises sous l'angle de la sécurité des riverains provoquent un véritable "embastillement" du quartier. Le plus souvent, elles déplacent les problèmes sans vraiment les résoudre : les jeunes délogés d'un immeuble prennent rapidement leurs habitudes dans un autre, car ils manquent de lieux de réunion et de détente, et les structures de loisirs et d'animation existantes leur sont inaccessibles financièrement (voir encadré) ou sont trop éloignées géographiquement. C'est pourquoi l'association présidée par Pascal Fort a eu, au début de 1996, l'initiative d'un projet de centre d'animation, laquelle a reçu l'assentiment du maire.

Un groupe de travail a été constitué, réunissant des membres de l'association Jean-Cotxet des éducateurs de rue, deux assistantes sociales, des représentants des scouts de France... au total une quinzaine de personnes, uniquement des adultes.

Pour aller à la rencontre des jeunes qui refusaient de s'intégrer au groupe, ses membres ont visité plusieurs structures d'animation, tant dans le quartier (Cepije, Adele 14...) que dans d'autres arrondissements parisiens (dans le 19<sup>e</sup> en particulier). Les réunions mensuelles ont permis de mettre en commun les demandes des jeunes exprimées ici et là et de modifier certaines des propositions initiales en fonction de l'expérience des animateurs de ces centres.

Résultat : le projet de construction d'un centre d'animation sur le terrain municipal sis 181-183 rue Vercingétorix (en face de la voie ferrée qui aboutit à la gare Montparnasse). Celui-ci a été récemment soumis à différents élus du 14<sup>e</sup> et de Paris.

Le centre devrait accueillir toutes les catégories de population, indépendamment de leur âge et de leur condition sociale. Il n'est pas question qu'il devienne un "ghetto de jeunes" ni qu'il soit réservé de fait aux gens les plus aisés du quartier.

A l'origine, le groupe de travail tenait à ce que les activités proposées soient gratuites, mais les éducateurs qu'il a rencontrés ont conseillé de faire payer par les usagers une somme au moins symbolique pour les inciter à respecter les locaux, le matériel et les animateurs.

### 2000 M<sup>2</sup> POUR TOUTES LES BOURSES

Les bâtiments seraient construits sur quatre niveaux avec une surface totale de deux mille mètres carrés. Des salles polyvalentes accueilleraient les associations, des réunions, des petites fêtes... Certains espaces seraient spécialisés dans des activités particulières : la musique (entre autres une petite salle de concert), une salle de sport permettant de faire de la boxe ou du

judo comme de la glisse ou de la danse, un bar sans alcool et une cuisine qui permettraient de développer la convivialité.

Pour vérifier si le projet correspond bien aux demandes des habitants et l'ajuster si nécessaire, la consultation de la population a commencé, mais elle s'avère difficile. Le groupe de travail diffuse auprès des enfants du quartier un questionnaire qui se contente de demander quels sont leurs besoins et leurs désirs en matière d'animation, sans faire mention des propositions du projet actuel.

### DES EMPLOIS POUR LES JEUNES DU QUARTIER

Reste bien sûr à en assurer le financement. Pour la construction, la mairie de Paris est seule pressentie. Des jeunes du quartier seraient employés dans les différentes phases de la construction du centre et de son aménagement. Quant au budget annuel, il serait d'environ 3 millions de francs en l'état actuel du projet. Si l'on évalue le montant des recettes à 1 million (location de salles...), les collectivités locales et autres financeurs devraient donc fournir 2 millions. Une nouvelle association serait chargée de la gestion du centre et du recrutement des éducateurs qui seraient choisis en fonction de leur expérience d'encadrement de jeunes dans des zones difficiles ; des jeunes du quartier seraient aussi employés comme animateurs, comme au Cepije.

Les élus de l'arrondissement, Nicole Catala, Lionel Assouad, Bernard Bonnet et Pierre Castagnou, ont tous manifesté leur soutien au projet. On peut seulement espérer que les choses traîneront moins que pour la destruction des bâtiments préfabriqués qui encombrant l'emplacement prévu pour le centre. Sur place, le permis de démolir annonce que les travaux "seront" effectués au troisième trimestre 1997...

Laurence Croq

### CENTRES MUNICIPAUX : PAUVRES S'ABSTENIR

Centres d'animation municipaux et installations sportives sont difficilement accessibles aux jeunes du quartier. Ainsi, les locaux du centre de loisirs Marc-Sangnier, près de la porte de Vanves, hébergent des associations dont les droits d'inscription sont trop élevés par rapport aux revenus de la population environnante. De plus, le règlement en est draconien.

L'ACRPP demande depuis longtemps que les terrains de sport qui se trouvent entre les boulevards des Maréchaux et le périphérique restent ouverts après 20 heures. La Mairie répond que l'on ne peut pas les ouvrir librement car les jeunes qui les fréquenteraient, n'étant affiliés à aucun club, ne sont pas couverts par une assurance. Résultat : ces jeunes escaladent après la tombée de la nuit les clôtures qui ont été surélevées...

Le gymnase du Cange ne leur est pas plus destiné. Dans la journée, il reçoit les élèves des écoles primaires et maternelles ; ceux du collège Giacometti, mitoyen du gymnase, sont contraints d'aller au stade Didot ou à Alain-Fournier pour leurs activités sportives.

En soirée, les jeunes du quartier doivent encore se contenter de regarder de l'extérieur les activités qui s'y déroulent : des conventions en réservent en fait l'usage à des clubs extérieurs, aux tarifs élevés et dont la plupart des adhérents n'habitent pas le 14<sup>e</sup> arrondissement. Certains créneaux horaires devraient pourtant être réservés à des associations du quartier. Mais on voit que la logique à l'œuvre dans ces structures municipales n'est pas sociale mais financière : la Mairie cherche simplement à rentrer dans ses frais.

## 225-231, RUE D'ALÉSIA

# Malaise dans la cité

Depuis un an, des groupes de jeunes du quartier Plaisance investissent régulièrement la cité du 225-231 rue d'Alésia pour y jouer, mais aussi pour y commettre des dégradations. Des habitants ont formé un collectif pour obtenir du bailleur des aménagements qui limiteraient ces nuisances. Le propriétaire fait la sourde oreille, la tension monte.

SITUÉS entre le métro Plaisance et la voie ferrée, les 255 logements sociaux du 225-231 rue d'Alésia appartiennent à un bailleur privé, la société coopérative Terre et famille. Ils ont été construits en 1968 par cette filiale du groupe d'assurances Richelieu pour reloger les habitants des maisons et immeubles détruits par la rénovation du quartier. La moyenne d'âge des locataires est donc plutôt élevée. Le quadrilatère formé par les bâtiments en béton de Terre et famille et d'autres immeubles sociaux en brique (Opac, Sageco) encadre une cour constituée d'un talus en pente herbu et d'un sol goudronné, donnant accès (par une porte toujours ouverte) aux

deux étages de caves et cinq niveaux de parkings souterrains. C'est cette cour qu'un groupe de jeunes gens envahissait chaque soir, au printemps et à l'été derniers.

Vélo-cross sur le talus et les toits des garages et des cagibis de l'Opac, combats de chiens (rotweilers) et, pour les plus âgés, la fête une partie de la nuit. Au petit matin, le sol et les escaliers se trouvaient jonchés de détritus. L'entrée des parkings sentait l'urine et était parsemée d'étrons, de préservatifs et de seringues. L'appel à la police se révélait inefficace : pour les jeunes prévenus de son arrivée grâce à leurs téléphones mobiles, la fuite est aisée par les cours des immeubles voisins, dont celles du 233 rue d'Alésia et du 8 rue de Ridder qui ne sont séparées que par une petite grille et un mur facilement franchissables. Le sous-sol de ces immeubles est un vrai gruyère puisque parkings et caves communiquent entre eux.

Plusieurs endroits ont été vandalisés : les locaux des compteurs de gaz et d'électricité ont été ouverts, des fils de téléphone arrachés, l'éclairage extérieur est régulièrement détruit, plusieurs voitures ont été endommagées dans les parkings et des caves fracturées. Certains locataires n'osent plus quitter leur appartement après la tombée de la nuit, la plupart ont ôté leur nom de leur porte d'entrée.

Une soixantaine d'entre eux ont formé un collectif baptisé "Pour le droit de vivre pai-

siblement", qui se mobilise afin d'obtenir du bailleur des travaux d'aménagement qui limiteraient ces nuisances. Ils ont aussi adhéré massivement en juin dernier à l'Association du comité des résidents Plaisance-Pernety (ACRPP, voir *La Page* n° 34), qui leur apporte conseils et soutien.

### DES REVENDICATIONS "RAISONNABLES"

Le collectif et l'ACRPP ont été reçus au siège de Terre et famille le 18 novembre. Ils ont alors remis au représentant de la société une lettre-pétition contenant leurs trois principales revendications. Les locataires réclament tout d'abord le gardiennage 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 de l'immeuble (actuellement, le gardien est absent du samedi midi au lundi matin). Ils veulent également que des clôtures de séparation soient mises en place avec les immeubles voisins, et demandent la mise en sécurité des parkings et des caves, par exemple en limitant leur accès aux habitants pourvus d'une clé depuis l'ascenseur. Ils souhaiteraient enfin l'installation à terme d'un double-vitrage aux fenêtres, comme dans nombre de constructions du quartier gérées par l'Opac, et plus généralement, la réhabilitation de leur immeuble, qui n'a guère été entretenu depuis trente ans.

A l'initiative des élus de l'arrondissement, des contacts ont été pris avec les différents bailleurs du secteur en présence de Terre et

famille. Pour l'heure, les négociations n'ont pas donné beaucoup de résultats, le bailleur refusant obstinément de financer seul les travaux : il s'est contenté de faire installer à la mi-décembre cinq panneaux "Pelouse interdite"... Des plaintes individuelles ont par ailleurs été déposées contre le président de Terre et famille pour non-respect des clauses des contrats de location. En l'état actuel des choses, l'ACRPP et le collectif souhaitent vivement une avancée des négociations, mais n'excluent pas une procédure contentieuse.

Parallèlement à ces démarches, plusieurs membres du collectif ont essayé de discuter avec les jeunes qui habitent l'immeuble et qui "invitent" leurs copains... dialogue de sourds. Pire : ces locataires font maintenant l'objet de provocations ou d'invectives à chaque fois qu'ils sortent ou quand ils demandent que l'on fasse moins de bruit. Les habitants du 225-231 rue d'Alésia déplorent à cet égard la quasi-absence de structure d'animation dans le quartier et espèrent que le projet dont la construction est prévue au 181-183 rue Vercingétorix (voir ci-dessus) aboutira rapidement.

Avec l'hiver, les attroupements se sont raréfiés, mais le collectif appréhende les week-ends et surtout le retour des beaux jours. Il espère que le bailleur prendra les mesures qui s'imposent avant qu'un incident ne dégénère en drame.

Laurence Croq

### LA MAIN A "LA PAGE"

Il y en a qui signent des articles, il y en a d'autres dont les noms n'apparaissent jamais. Pourtant, ils et elles participent aux discussions, tapent des articles, les relisent, font des photos, recherchent des publicités, diffusent le journal, le vendent sur les marchés, etc.

*La Page* n°37, c'est : Anne Ballet, Denis Bernard, Jacques Blot, Patrick Bolland, Jacques Bosc, Pierre Bourdige, Agnès Bourguignon, Jutta Bruch, Juliette Bucquet, Jacques Bulot, Mathias Chaplain, Laurence Croq, Annie Duchon, Jeanne Durocher-Samah, René Dutrey, Marie-Françoise Fourmont, Frédéric Geschwind, Béatrice Hammer, François Heintz, Agnès Hillion, Chantal Huret, Imagem et Adela, Edwige Jakob, John Kirby Abraham, Dominique Lebleux, Patrice Maire, Bruno Négroni, Eric Poirié, Blandine Ravier, Maurice Silvy, Margaret Skinner, Omar Slifi, Françoise Steller...

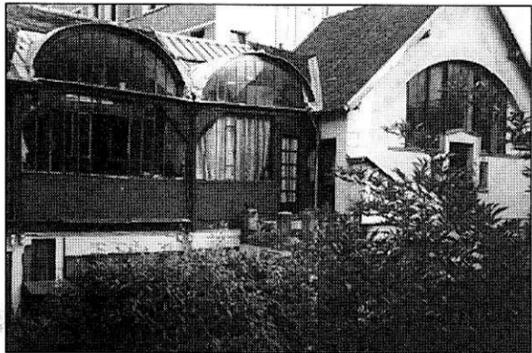
**LA PAGE** est éditée par l'association L'Equip'Page, BP53, 75661 Paris cedex 14. Tél (répondeur) : 01.43.27.27.27. Directrice de la publication : Chantal Huret. Commission paritaire n° 71 081. ISSN n° 1280 1674. Impression : Rotographie, Montreuil. Dépôt légal : mars 1998.

## INVENTAIRE

# Le grignotage de Montparnasse

Un inventaire détaillé des rues situées au nord du cimetière du Montparnasse<sup>(1)</sup> vient d'être publié par l'association Monts 14. Il attire l'attention sur deux petits quartiers qui ont gardé du caractère et où peut être encore préservé un peu de la vie intense qui y régnait à la Belle Epoque.

**M**ONTPARNASSE a de beaux restes de l'époque où il était le centre du monde artistique : restaurants célèbres, librairies feutrées, ateliers d'artistes, maisons de faubourg, etc. Mais des menaces pèsent sur le caractère du quartier. En 1996, une tentative d'installation d'un Mc Donald's à l'angle des rues Bréa et Vavin a connu un échec retentissant : 35 000 personnes ont signé une pétition pour préserver du hamburger l'immeuble Lefebvre Foinet, illustre maison de fournitures pour artistes et magnifique construction en figure de proue. Peu après, la brasserie Bullier, face à la Closerie des Lilas, fut à son tour la cible de Mc Do, toujours sans succès.



Cette résistance des Montparnos à une dégradation très visible de l'ambiance et de l'image de leur quartier, a été largement médiatisée. En revanche, on connaît moins le grignotage sournois du tissu urbain ancien qu'on découvre en s'enfonçant dans les petites rues tranquilles, au-delà des immeubles cossus et de la foule du boulevard.

Vers les rues Campagne-Première et Boissonade se trouvait le berceau des artistes de Montparnasse. On y dénombre actuellement plus de 200 ateliers d'artistes, le plus souvent construits à l'aide des matériaux récupérés lors des expositions universelles de 1889 et 1900. Les plus beaux, rue Boissonade, ont failli être démolis dans les années 60 dans le cadre d'un projet d'agrandissement de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul. Rue Campagne-Première, les curieux petits pavés qui ajoutaient à la nostalgie ont disparu en l'espace de deux jours en octobre dernier, à

la suite d'un goudronnage intempestif.

En face du petit hôtel Iстриa, lieu de mémoire qui hébergea Kiki, Elsa Triolet, Man Ray, à l'angle du boulevard Raspail, se trouve une friche industrielle d'aspect peu engageant. Sa destination serait, paraît-il, enfin trouvée : un lycée hôtelier international. Mais va-t-on conserver l'étonnante verrière qui se trouve à l'intérieur et quel style architectural va-t-on lui donner extérieurement ? Aujourd'hui encore, rien n'empêche un propriétaire avide de remplacer ateliers et jardins par des immeubles de standing. Pourtant des protections existent : "zone d'urbanisation légère", inscription en "espace vert intérieur protégé", etc ; il faut que les Montparnos se manifestent à l'occasion de l'enquête publique qui précédera la prochaine révision du plan d'occupation des sols.

Vers l'ancienne barrière du Maine (2), le quartier de la rue de la Gaîté est resté un lieu d'animation culturelle, même s'il a été défiguré là où se trouvaient le bal des Mille Colonnes et Bobino, et dévoyé par les vitrines des sex-shops. Ce quartier a néanmoins gardé son visage de faubourg au-delà de l'enceinte des fermiers généraux, notamment dans la rue du Maine et sur la petite place qu'elle traverse. On a l'impression de retrouver le vieux Paris avec des constructions de trois étages au plus qui procurent des sensations presque champêtres, avec des restaurants d'antan (Chez Maria, Au coup de fourchette de la Charolaise). En poussant les portes d'entrées, on découvre parfois de merveilleux petits jardins secrets, une ruelle vieillotte. Là encore, ces terrains peu construits risquent fort d'attirer des promoteurs insensibles

au charme du quartier : l'un d'eux a tenté, il y a quelques années, de construire un immeuble de cinq étages à l'angle de la rue du Maine et de la rue de la Gaîté. Un périmètre de préservation allant jusqu'aux abords du métro Edgar-Quinet serait là aussi souhaitable.

Pour la charmante petite place qui entoure le métro, c'est surtout l'installation d'un Mc Do qu'il faut redouter. Si l'on en croit une rumeur très récente, le célèbre prédateur lognerait le café La Liberté, à l'angle de la rue de la Gaîté et du boulevard Edgar-Quinet. **Frédéric Geschwind**

(1) On peut se procurer cette étude auprès de l'association Monts 14 : 63, rue Daguerre, tél. 01 43 20 11 62.

(2) On franchissait l'enceinte des fermiers généraux, construite sous Louis XVI et détruite en 1860 par Haussmann, par cinquante-quatre "barrières".

faire ! La consolidation du sous-sol (il y a des carrières) est prévue, mais, là où vraiment le terrain est instable on a généreusement prévu les terrains de jeux et le gymnase. Quant au talus de l'Avenue René Coty il sera plus ou moins détruit, du moins abaissé et les grands arbres seront abattus. Objectant qu'il était dommage de détruire toute cette verdure, on m'a rassuré en disant "qu'on replanterait de très gros arbres". Qui peut y croire ? Quant aux aqueducs, "il n'y a pas de problème", m'a-t-il été répondu. "De toute manière, les archéologues ont pu faire leur travail et, de toute évidence, les vestiges étaient déjà à moitié morcelés." Ce n'est pas exactement ce qui nous avait été dit par ailleurs (cf. La Page n°30). Pour l'instant donc les réponses, bien qu'aimables, restent toujours d'un flou artistique.

E. Jakob

## Rue du Moulin-Vert

# LES MOTS EN LIBERTÉ DES RAPPEURS DE PLAISANCE

Micro tendu aux rappers

du Cepije, en marge

de leur concert au centre

Notre Maison, le 30 décembre dernier.

**L**es ont entre 18 et 21 ans, ils habitent tous le quartier Plaisance/Porte-de-Vanves, parfois le même immeuble (156, rue Raymond-Losserand). Ils se connaissent depuis longtemps, certains depuis l'école maternelle. Quelques-uns sont allés à l'école Maurice-Rouvier puis au collège François-Villon. Certains sont encore scolarisés, d'autres ont un contrat emploi-solidarité et suivent des formations... car ils ne feront "pas du rap jusqu'à 50 ans" (1). Ils nous expliquent pourquoi et comment ils ont choisi de s'exprimer par la musique.

Le rap est français, il ne faut pas le confondre avec le hip hop américain. Les rappers n'ont pas de look particulier : ils ne portent ni gros blousons ni jeans larges ("un jeune du quartier qui porte un jean large se fait obligatoirement charrier"), ils ne veulent pas copier la mode américaine. "L'essentiel, ce sont les paroles." Un rappeur est forcément un auteur-interprète, il ne fait pas appel à un parolier. Il raconte son quotidien. "Même si on est sorti de l'école en sixième et qu'on a trois mots de vocabulaire, on peut écrire des chansons", mais l'envie de progresser ouvre sur la culture littéraire traditionnelle. Ils savent ce que sont des allitérations, des assonances, des figures de style, des métaphores.



pour ceux qui sont originaires du Maroc ou d'Algérie. "On ne peut pas parler, personne ne nous écoute." Si les paroles sont systématiquement écrites par le chanteur ou par le groupe, la composition musicale est parfois "sous-traitée". Seul "Basse Vision" est auteur-compositeur-interprète ; "Albandy", "Yéyé" et "Maniak et Matouf" font composer leur musique par "Basse Vision" ou bien par Alan et Julian, qui travaillent aussi au Cepije (2). Avec le "sampler", ils décomposent les sons des différents instruments qui sont unis dans une même mélodie puis ils recomposent ce qu'ils désirent.

### CONTRE LES CARICATURES

Si rapper ne nécessite pas de compétence en matière de danse, il faut apprendre à chanter, c'est-à-dire à poser sa voix, à avoir une élocution claire, à rythmer (chant avec un métronome). Les membres de "Basse Vision",



"Un vrai rappeur, c'est la rage." Mais rapper, ce n'est pas crier, c'est un moyen d'expression. Ils disent leur haine en chantant sans casser dans la rue, ils extériorisent leurs rancœurs, ce qui va mal. Ils chantent leur vie, leur galère, leur quotidien, ils parlent de ce qui les touchent, la cité, la rue, le 14<sup>e</sup>, le bled

formés par un groupe du 13<sup>e</sup>, encadrent désormais ceux qui veulent faire du rap.

Ils regrettent que les images associées au rap restent négatives (racaille et violence...), alors que les rappers devraient, affirme Youcef, être considérés comme des artistes. Le rap n'est pas aimé car il dit la vérité, les

## LES RAPPEURS DU CEPIJE

Le centre paroissial de la rue du Moulin-Vert accueille à ce jour deux groupes de rap, "Basse Vision" et "Madjid et Matouf", et deux solistes, "Yéyé" et "Albandy". "Basse Vision", c'est Youcef, Ludovic et Clément. Ce groupe, qui existe depuis deux ans et demi, est moteur au Cepije (ce sont leurs copains du 14<sup>e</sup> qui le disent et qui les en remercient).

"Appartenir à un groupe, c'est à la fois contraignant et stimulant" (Youcef). "Yéyé" faisait du reggae en créole à la Guade-

loupe. Revenu en France depuis quelques mois, il a retrouvé ses copains et s'est mis à écrire des textes de rap en français et en guadeloupéen. Il dénonce en particulier "le matérialisme des femmes". "Madjid" (alias Maniak) et "Matouf" d'une part, "Albandy" de l'autre chantent depuis environ un an.

Une partie d'entre eux préparent par ailleurs avec Momo, un autre jeune du Cepije qui s'occupe de vidéo, un court métrage pour le concours "Visa premier film" organisé par le Conseil régional.

## MORCEAUX CHOISIS

"Lueur noire dans mes cauchemars  
Le civil sort le six-coups  
Ce coup-ci, je me dis que tout est fini  
Dire qu'au bout de leurs doigts ils  
délièrent nos vies sans foi ni loi  
Censé leur présenter  
Je suis peut-être sans foi mais tout cela  
est insensé  
En un sens, je sens que c'est  
Je sais ce que c'est  
Ce n'est plus du taff c'est de la traque."  
("C'est pas pareil", Albandy)

"Tué, tu es qui, tu es quoi pour moi, tu es  
rien,  
des choses se passent autour de toi,  
aveugle tu es,  
on me parle de tuer, du droit de  
supprimer,  
prix noble offert au tueur primé, gain des  
années,  
on y met le prix mais les fétus s'entêtent,  
se font prier, mis au monde pour tuer dans  
l'élan repris réprimandé."  
("Le droit de tuer?", Maniak)

médias en donnent une image caricaturale comme des cités où, ils sont unanimes, on acquiert davantage le sens de la valeur de l'argent, le respect des valeurs et des parents qu'ailleurs. Ils dénoncent les "faux rappers". Ce sont ceux qui se présentent comme tels pour frimer, en particulier devant les

filles, parce que c'est à la mode.

Ce sont aussi ceux qui font du "rap commercial" pour gagner de l'argent : ils choisissent des musiques dansantes, ils acceptent de changer leurs textes pour pouvoir être produits par une maison de disque ou bien ils écrivent des chansons dont les paroles ne dénoncent que "l'absence de ketchup dans les spaghettis"...

Les reproches faits aux institutions qu'ils côtoient sont nombreux. Ils regrettent que seules les œuvres des "auteurs morts" soient étudiées avec les enseignants. Ils expliquent ainsi le désintérêt des jeunes pour l'école. Quant aux associations, elles manquent souvent de personnes compétentes pour encadrer les jeunes et les aider à devenir autonomes.

Ils trouvent aussi que la mairie ne fait rien pour les jeunes, ils préféreraient une mairie de gauche. A Malakoff, dit Ludovic, "quand un mec a son bac, le maire lui offre des cadeaux". Notre arrondissement manque d'infrastructures pour les jeunes en général, il n'a qu'un seul studio de répétition, au Cepije, les installations (stades, gymnases...) sont trop peu nombreuses, ou fermées aux heures où ils sont disponibles, ou bien payantes.

Le 14<sup>e</sup>, ils l'aiment, ils ont le sentiment de représenter plus leur quartier que leur cité.

Laurence Croq

(1) Seuls quatre à cinq groupes vivent du rap en France.

(2) Le Centre paroissial d'initiative jeunesse (18, rue du Moulin-Vert) est dirigé par Olivier Leduc, il dépend de Saint-Pierre-de-Montrouge.

## ZAC ALESIA-MONTSOURIS

Si vous voulez savoir où en est le chantier, les affiches vous incitent depuis septembre à vous rendre aux jours dits à la "maison Alésia-Montsouris". En fait elle n'est accessible que depuis peu, à l'angle de la rue d'Alésia et de l'Avenue René Coty. Avant d'y aller prenez rendez-vous. Et, le jour J, chaussez-vous bien, car l'escalier d'accès direct n'est toujours pas terminé. Les informations qu'on peut obtenir sont bien maigres... Certes, il y a un plan d'ensemble, mais incomplet puisque toutes les maquettes n'y figurent pas. Mes questions, notamment sur l'insonorisation des PLA, prévus le long de la voie du RER, sont restées sans réponse. En effet, j'ai été reçue par un représentant de la SADM qui ne peut pas répondre et seule la société constructrice pourrait le

# JO ET FRED VARGAS

## Polar à quatre mains

L'une écrit, l'autre peint. Fin novembre, Fred signait ses polars à la librairie L'Arbre à lettres, rue Boulard, sa sœur Jo y exposait ses toiles consacrées à "l'Affaire Dashiell Hammett". Interview croisée dans leur atelier, près du cimetière du Montparnasse.

**Voire rencontre sur le thème du polar est-elle fortuite ?**

**Fred Vargas.** On a toujours parlé polar... Mais, à L'Arbre à lettres (1), c'était la première fois que nous faisons ensemble une expo et une signature. Cela dit, Jo ne travaille pas que sur le polar !

**Jo Vargas.** Oui, avant Hammett, je travaillais sur Dante, les anges baroques, la Scala détruite, Gérard de Nerval...

**Fred, le 14<sup>e</sup> est présent dans vos romans. Que pensez-vous du quartier ?**

**F.V.** Il vaut mieux situer l'intrigue dans des lieux connus. Je voyage peu. Depuis vingt ans, j'ai déménagé quinze fois peut-être, toujours dans les mêmes eaux, dans le 14<sup>e</sup>. C'est un quartier qui me va. Il y a un équilibre entre le côté village et l'aspect citadin qui me convient. Si on me colle dans le 13<sup>e</sup>, il se peut que je m'y trouve très bien, alors que dans le 16<sup>e</sup>, je n'y serais pas bien du tout. Quant aux 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>, le côté ultra-chic du quartier Latin m'emmerde... Le 14<sup>e</sup> n'est pas trop snob, pas trop chic, sans être la "zone" absolue où je ne peux pas rentrer seule à 3 heures du matin. C'est un quartier sympa, équilibré, lourd de



De face, Jo Vargas, peintre. De profil, Fred Vargas, écrivain.

lieux : Montparnasse, Port-Royal, le "village d'Alésia" où j'habite, le lion qui se balade toute la nuit...

**Jo, vous peignez sur et à propos de Dashiell Hammett, le précurseur du roman noir (2). Pourquoi ?**

**J.V.** Je ne voulais pas travailler sur un contemporain afin de garder la distance du mythe. Ainsi je suis plus libre. D'autre part, il y a davantage d'iconographie sur Hammett : je songe à toutes les photos prises lors de son procès. On a peu de documents sur Raymond Chandler, deux photos seulement de David Goodis... Après avoir longtemps travaillé sur Hammett, je suis entrée dans son univers, sa correspondance, et j'en suis venue à le considérer comme le plus fou, le plus coriace, le plus

taciturne, le plus drôle, le plus délirant, le plus politisé. Mais ils étaient tous de la même trempe... ils me fascinent tous.

**Fred, vous écrivez des polars et non des romans. Pourquoi ?**

**F.V.** C'est une question difficile. Je ne suis jamais imaginée écrire en "blanche" (3). Je n'ai peut-être rien à dire à titre personnel, mais j'ai envie d'écrire des récits héroïques... des polars. Il y a un gouffre entre la fiction personnelle et le récit héroïque. Le polar, c'est un roman de l'extériorité, un roman en dehors de soi, une description des autres. En blanche, on est tourné vers son propre monde. On peut analyser mon choix comme une fuite ou comme une prise à bras le corps.

**Jo, outre votre exposition Hammett, vous travaillez sur Saint-Nazaire...**

**J.V.** L'expo Hammett s'est un peu promenade en France. Le directeur du centre cultu-

rel de Saint-Nazaire s'y est intéressé et m'a demandé de préparer une expo sur la ville, de créer en quelque sorte un lien entre elle et moi. C'est difficile. Le port est extraordinaire, c'est un univers dur, aussi dur que celui d'Hammett, mais je ne suis pas payagiste. Et je suis tombée sur des photos de la ville détruite pendant la guerre, détruite à 70 %, un champ de ruines. Je travaille sur le chaos et le désordre. Ce ne sont pas des objets de contemplation mais de réflexion. Je prends un personnage que je promène, mon double. On le voit partout dans les ruines, interrogeant, regardant de biais sans donner de réponse.

**Fred, l'intrigue de vos romans est-elle longuement mûrie ou bien écrite au fil de la plume ?**

**F.V.** Ce qui est longuement mûri avant l'écriture, ce n'est pas tellement l'intrigue, mais plutôt la situation des gens, les petits dialogues, toute l'incohérence. Bien sûr, les grandes lignes de l'histoire (qui sera l'assassin, qui s'occupera de lui, qui va le démasquer) sont déjà mûres. Mais la mise en place, la succession des chapitres arrivent au moment de l'écriture. Je laisse 70 % ou presque d'improvisation, pour assurer la liberté de ton, la liberté dans la succession des événements. Je ne pars pas sans boussole mais, parfois, à cause de cette impréparation, il y a des moments terribles. En somme, ce qui est longuement préparé, c'est la jachère, le temps qu'un petit humus se refasse avec des choses vues, des choses imaginées, des choses inventées.

**Il y a dans vos romans une grande tendresse pour certains personnages. A preuve**

**le flic Adamsberg dans "L'Homme aux cercles bleus"...**

**F.V.** Il m'est difficile d'en parler car je n'accorde pas une grande importance à mes polars. J'ai tendance à les tirer vers le bas, ce qu'on me reproche souvent. Hammett, c'est de la littérature, moi non. J'ai atteint un seuil de qualité que je ne crois pas pouvoir dépasser. Je ne peux pas me lancer dans de grandes diatribes sur mes personnages. D'ailleurs, j'appelle mes livres des "rom-pol" et non des polars, comme si je faisais une petite blague. Et pourtant, quand je les écris, j'y mets tout le sérieux du monde !

**Vous êtes aussi archéologue ?**

**F.V.** C'est mon boulot à plein temps. Le polar essaie de se glisser pendant les vacances. L'archéologie prend tout.

**Propos recueillis par Jacques Bulloz**

(1) En janvier, Fred Vargas a de nouveau signé ses ouvrages à la librairie Tropiques, rue Raymond-Losserand.

(2) L'auteur du *Faucon maltais* soutint, en 1936, la lutte des républicains espagnols. Proche du Parti communiste américain, il fut traîné devant les tribunaux dès 1951, incarcéré, et passa devant la commission du sénateur Joseph Mc Carthy, l'initiateur de la "chasse aux sorcières."

(3) Par opposition à la littérature dite "noire". Fred Vargas a publié, aux éditions Le Masque, *Les Jeux de l'amour et de la mort*, et, aux éditions Viviane Hamy, *Ceux qui vont mourir te saluent*, *L'Homme aux cercles bleus* (prix du festival de Saint Nazaire 1992), *Debout les morts* (prix du polar de la ville du Mans 1995, prix mystère de la critique 1996), *Un peu plus loin sur la droite et Sans feu ni lieu*.

## NIVARIA TEJERA

# Alésia, faubourg de La Havane

Le 14<sup>e</sup> est depuis longtemps un lieu d'exil privilégié pour les artistes et intellectuels cubains. Parcours de la poétesse Nivaria Tejera, opposante à Batista, ambassadrice puis dissidente du castrisme.

**A**LEJO Carpentier, tiré des geôles de Machado en 1928 grâce à Robert Desnos, va jusqu'en 1939, en compagnie de ses amis surréalistes, traquer le merveilleux dans la jungle des nuits montparnassiennes. Il reviendra à Paris en 1966, non plus en chasseur de rêves mais en qualité de "ministre conseiller de l'ambassade de Cuba".

Nivaria Tejera, écrivain, peintre et poétesse cubaine, a vécu à deux reprises cet exil. La première fois en 1954, fuyant la dictature de Batista ; la seconde en 1965 lorsque, abandonnant ses fonctions officielles de représentante de la révolution, elle rompt avec le régime castriste.

En 1954, du Malecon, elle débarque tout naturellement rue Daguerre où son compatriote, le sculpteur Thomas Oliva, lui trouve un gîte au fond de l'ancien marché, dans les combles de l'atelier d'un autre sculpteur, le Hongrois Laslo Szabo. Résident également

là deux peintres japonais, à présent mondialement connus, Kito et Tabuchi.

A peine arrivée à Paris, Nivaria fait la connaissance d'André Breton et fréquente assidûment le groupe surréaliste. En 1955, son mari Fayad Jamis, poète et peintre, la rejoint. C'est aussi la naissance de leur fille Rauda, devenue également écrivain (1).

Le couple déménage rue de la Tombe-Issoire dans un autre atelier de l'indispensable Szabo. Il y cohabite avec Sugaï, peintre japonais, également célèbre aujourd'hui. En 1957, Nivaria, séparée de Fayad, donne un manuscrit "Le ravin" à Maurice Nadeau qui le publie dans une collection renommée "Les Lettres Nouvelles" chez Julliard. Ce récit, salué par des critiques très élogieuses, s'inspire de l'emprisonnement de son père dans les prisons franquistes alors qu'elle était enfant. Elle vivait alors, loin de son île natale, avec sa famille, aux Canaries d'où Franco devait déclencher le soulèvement militaire de 1936.

En 1959, Batista est renversé. Nivaria rejoint Cuba et la révolution. Cuba connaît une folle période de liberté et de créativité dans tous les domaines. Mais bientôt, sous le double effet de la bureaucratisme de l'appareil dirigeant et de l'état de l'impérialisme yankee, le pouvoir se durcit. C'est désormais le règne d'un seul parti et de sa pensée unique. Le

conformisme s'instaure partout.

**"SOMNAMBULE DU SOLEIL"**

Lors d'un voyage à Cuba en 1962, une image prémonitrice du "cours nouveau" va rester gravée chez Nivaria : elle aperçoit la silhouette lasse du Proust cubain, le grand écrivain José Lezama Lima, reléguée au fond d'un couloir obscur du ministère de la culture. Il ne parvenait pas à faire éditer son chef-d'oeuvre "Paradiso". En 1963, Nivaria quitte Paris et le 14<sup>e</sup> pour un second poste d'attachée culturelle à Rome. En 1965, elle y revoit Che Guevara, de retour du Congo, en partance pour Cuba. Là-bas c'est la création du nouveau parti communiste et la promulgation des lois d'encadrement social et politique. Nivaria décide de couper les ponts. Elle adresse un pamphlet aux autorités "le procès de Kafka". En 1971, Maurice Nadeau fait paraître, toujours aux "Lettres Nouvelles", maintenant chez Denoël, le dernier ouvrage de Nivaria "Somnambule du soleil", vaste poème de la non-communication et de l'absurdité du monde. A Barcelone, Nivaria est lauréate pour ce livre paru dans sa langue originale aux éditions Seix Barral, du prix prestigieux "Biblioteca breve 71". L'attribution de cette haute distinction littéraire provoque l'indignation des thuriféraires espagnols de Castro. En 1987, Acte Sud publie "Fuir la spirale", oeuvre inclas-

sable sur l'exil où le langage halluciné atteint l'incandescence. En 1994, outre la diffusion d'un recueil de poème, "Paris scarabée", elle participe aux rencontres de Madrid autour de la très belle revue "Origènes", créée par Jose Lezama Lima dans les années 1940. Nivaria éprouvera de sérieuses difficultés pour la sortie de "J'attends la nuit, pour te rêver, Révolution", en raison du contenu assez acerbe envers "le lider Maximo". Mais l'oeuvre ne se résume pas à une diatribe. Tous les écrits de Nivaria ont ce point commun qu'ils sont portés par le renouvellement métaphorique, lyrique, embrasé du langage. Ils sont poésies sans l'aspect formel du poème.

Nivaria et son compagnon Hanton, dont les peintures vont faire l'objet d'une exposition importante dans le plus grand musée de Madrid, Reine Sofia, sont de nouveau installés depuis une douzaine d'années dans le 14<sup>e</sup>. Je suis heureuse et fier de les avoir comme voisins et amis.

Jacques Biot

Tous les lecteurs de La Page sont cordialement conviés à la librairie L'Arbre à lettres, le vendredi 20 mars à 19h30 où Nivaria Tejera signera "J'attends la nuit pour te rêver, Révolution".

(1) Elle est l'auteur, entre autres publications, de "Frida Kahlo", sortie avec succès en 1985.

## UN MAIRE ADJOINT "RECTIFIE" LE DROIT AU MARIAGE

Thierry Ragu, adjoint au maire du 14<sup>e</sup> arrondissement, a refusé le 6 février de procéder au mariage d'un Français et d'une Tunisienne qui ne disposait d'aucun titre de séjour. Dans un communiqué, il souligne que le Parquet avait été saisi il y a un mois par la mairie du 14<sup>e</sup> de la situation de séjour irrégulière de la future épouse, mais qu'il n'a pris aucune décision.

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) et la Ligue des droits de l'homme (LDH) dénoncent une atteinte grave au droit au mariage qui est un droit fondamental de la personne humaine et est indépendant du droit au séjour. Les élus locaux n'ont pas le pouvoir de refuser de célébrer un mariage.

La loi du 30 décembre 1993 (dite "loi Pasqua") a autorisé l'élu local à saisir le procureur de la République lorsqu'il lui apparaît que des "indices sérieux" permettent de douter de la réalité du consentement des futurs époux. Mais le ministère de la Justice a précisé, dans une circulaire de mai 1994 (sous le gouvernement Balladur), que l'irrégularité du séjour de l'un des candidats au mariage ne suffit pas à présumer le mariage de complaisance. De plus, la loi prévoit qu'en l'absence de réponse du Parquet dans un délai de quinze jours, l'officier d'état civil doit célébrer le mariage.

Le refus de l'adjoint au maire du 14<sup>e</sup> constitue donc un abus de pouvoir manifeste que le Mrap et la LDH entendent faire cesser devant les tribunaux.

Ligue des droits de l'homme, section 14<sup>e</sup> et Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples 14<sup>e</sup>-15<sup>e</sup>

**PEINDRE POUR EXISTER**

Au tout début, il s'agit de peindre des colines, puis un arbre peut-être ; il faut alors seulement oser un geste aussi ample, aussi libre que le vent dans cet arbre, sur ces colines... à peine quelques couleurs, craie, ocre, fusain et le reste suivra.

Quatre artistes et pédagogues animent cet atelier de dessin et de peinture ouvert depuis plus de vingt ans dans le 14<sup>e</sup>. De petits groupes d'élèves, dont certains viennent depuis longtemps et parfois de loin, se forment, se stimulent, deviennent autonomes parfois et vont jusqu'à monter une exposition.

Formés à la méthode Martenot (1), les professeurs en gardent l'esprit, tout en inventant sans cesse et en faisant évoluer la méthode originale. Les élèves doivent prendre garde de ne pas s'enfermer dans la forme et ne pas avoir peur. Chacun, ici, peut exister, sans se soucier du jugement extérieur. "Il arrive souvent que des gens produisent des choses fortes, alors qu'ils ne sont pas particulièrement doués ; ces choses sont alors reconnues par les autres et la confiance en soi grandit", m'explique Claudie. "L'art est, pour nous tous, un moyen privilégié d'exister."

Dans cet atelier, tout est toujours en mouvement. A-t-on besoin de plus de temps pour travailler ? On ouvrira l'atelier la nuit, temps privilégié, temps étiré et on travaillera "jusqu'à épuisement". "La nuit on laisse tomber la réserve, on a plus d'audace"... Désir d'espace ? On organisera des sorties dans Paris et ses lieux insolites, des semaines dans le sud, au bord de l'océan et jusque dans le désert tunisien... Besoin de travailler seul, librement ? Pas de problèmes, on pourra venir à l'atelier le dimanche. Envie de découvrir l'histoire de l'art ? On organisera des séances de lecture, de diapositives, où le regard s'aiguillera presque tout seul. Il y a aussi des stages, des week-ends où parents et enfants travaillent ensemble, de concert...

Ici, au bout du compte c'est de libération et de bonheur qu'il s'agit, tous en témoignent. "Les gens découvrent un monde ignoré, ils progressent, cela leur fait du bien."

Anne Ballet

Atelier du Lunain : 19, rue du Lunain, tél. 01 45 43 00 44

(1) Approche sensible et non académique de l'art, éveil par le corps, répercussion du geste sur le mental.

**LES FETES DE KEES VAN DONGEN**

Kees van Dongen, peintre fauve d'origine hollandaise, arriva à Paris à 20 ans en 1897. Il habita d'abord à Montmartre avant de s'installer, de 1913 à 1917, au 33 rue Denfert-Rochereau. Des fêtes mouvementées regroupant artistes et célébrités du Tout Paris de l'époque s'y déroulaient prenant l'allure de bacchanales. En 1914, il organisa un bal costumé mémorable. En guise de tapis, le sol cimenté était peint de grands ramages rouge, vert et bleu. Le peintre recevait ses hôtes le torse nu avec un large pantalon de couleur tendre, les cheveux et la barbe parsemés de petits nœuds de ruban rose. Paul Poiret y était un empereur romain. Van Dongen a peint, à la "Belle Epoque", beaucoup de portraits et de nus. Il fut ensuite l'interprète privilégié des années folles du jazz.

Blandine Ravier

**COURS D'AIKIDO**

Afin de répondre à la demande de ses adhérents résidant dans le sud parisien, l'Académie parisienne d'aïkido du 20<sup>e</sup> arrondissement a ouvert un dojo rue du Moulin-Vert, près du carrefour Alésia. Les cours s'adressent aux enfants, aux adolescents et aux adultes. Ils sont dispensés, les lundis et mercredis, par Charles Abelé (5<sup>e</sup> dan) et Anne-Hélène Rigogne (2<sup>e</sup> dan). L'initiation est gratuite, les inscriptions ont lieu toute l'année.

OEPFME : 7, rue du Moulin-Vert, tél. 01.45.42.46.93.

**ART**

**Vera Molnar : 50 ans d'avant-garde**

*Rue Hallé règne encore une paisible atmosphère de village, à deux pas du tumulte de l'avenue du Général-Leclerc. De nombreux artistes y ont trouvé un cadre propice à leur travail. C'est là, dans une maison-atelier au fond d'un charmant petit jardin que Vera Molnar vit et travaille depuis 1964.*

**A**RTISTE de renom international, Vera Molnar est née en 1924 en Hongrie. Après ses études à l'Ecole des beaux-arts de Budapest et une bourse à Rome, elle s'est installée en France en 1947, avec son mari François Molnar. Il fut directeur de recherches au CNRS en psychophysologie de la vision et fonda le Centre de recherche expérimentale et informatique des arts visuels à l'université de Paris I.

Depuis cette date, à savoir depuis cinquante ans, Vera Molnar poursuit patiemment, méthodiquement, à l'écart des modes éphémères et du tapage médiatique, ses recherches dans le cadre de l'abstraction géométrique et de l'art construit. Sa discrétion ne l'a pas empêchée de faire partie du cercle des artistes les plus significatifs de cette mouvance : Vasarely bien sûr, son compatriote, mais aussi Max Bill, Herbin, Aurélie Nemours, Le Parc, François Morellet et bien d'autres. Elle a fait partie notamment des membres fondateurs du Groupe de recherche d'arts visuels en 1960, du Groupe art et informatique de l'Institut d'esthétique et sciences de l'art de Paris, du Centre de recherche expérimentale et informatique des arts visuels, à l'université de Paris I. De 1985 à 1990, elle fut chargée de cours à l'UER Arts plastiques et sciences de l'art de



Vera Molnar et ses variations sur la "Montagne Sainte-Victoire" de Paul Cézanne.

la Sorbonne. En outre, un grand nombre d'expositions de groupe et personnelles l'ont fait connaître dans toute l'Europe ainsi qu'aux Etats-Unis et au Japon. Ses œuvres sont exposées dans de nombreux musées et collections particulières du monde entier (en France aux musées de Grenoble, Rennes, Cholet).

**LA MACHINE IMAGINAIRE DANS TOUS SES ETATS**

Comment définir l'œuvre de Vera Molnar ? Depuis 1968, elle utilise l'ordinateur comme auxiliaire de ses recherches. Elle a été pionnière en ce domaine. Avant même que l'ordinateur ne soit devenu un outil relativement facile d'accès aux artistes, son travail était régulé par ce qu'elle appelait "machine imaginaire". "Afin de travailler de façon systématique mes recherches en séries, j'ai d'abord employé une technique que j'ai nommée Machine imaginaire (1959-68). Je me suis imaginé que j'avais

travaillent sur ordinateur, jamais Vera Molnar ne s'est laissée détourner par les possibilités quasi illimitées de la machine (qui aboutissent parfois à une sorte de "techno-kitsch") et la rigueur minimaliste de ses recherches. Par ailleurs, elle se distingue des autres artistes du courant géométrique-constructiviste par une certaine liberté, on pourrait dire presque une certaine désinvolture ludique, qui introduit dans ses œuvres une sorte de "vibrato", de frémissement de vie, assez éloignés de la rigidité et de l'austérité parfois trop strictes de bien des représentants de cette mouvance. Elle aime citer cette phrase de Paul Klee : "L'Art est une erreur dans le système". Son but est de créer une tension entre l'ordre et le désordre, c'est-à-dire un ordre perturbé. Par exemple, à partir d'une grille rectangulaire, l'artiste rend visible de manière évidente la mainmise du hasard dans une suite d'images et elle remplit ensuite comme un filet la totalité de la surface par des quadrilatères quelconques. L'ordre, encore apparemment clair au début, sera progressivement détruit jusqu'à faire apparaître l'image comme parfaitement aléatoire.

Parfois Vera Molnar n'hésite pas à introduire dans son travail des réminiscences autobiographiques, par exemple dans "Lettres de ma mère" (1990) ou à se référer à des œuvres d'illustres prédécesseurs : elle a ainsi exécuté à l'aide de l'ordinateur une série de variations d'après l'un des tableaux les plus célèbres de Claude Monet "Impression, Soleil levant", et un autre d'après l'une des "Montagnes Sainte-Victoire" de Cézanne.

Cette variété de recherches, cette ouverture d'esprit, cette incessante curiosité font de Vera Molnar une personnalité très attachante et donnent à son œuvre un caractère de fraîcheur et de nouveauté.

Françoise Stieller

Vera Molnar expose jusqu'au 7 mars à la galerie Laurence-Arnaud (10 rue de Saintonge, dans le 3<sup>e</sup>).



**DIX KILOMETRES DU QUATORZIEME**

Représentée par quatre coureurs facilement identifiables grâce à leurs désormais célèbres tee-shirts, "La Page" a bien terminé l'édition 1998 des 10 km du 14<sup>e</sup>. En un mot, nos coureurs ont pris leur pied !

(photo : François Heintz)

**LE COMPTE EST BON**

Comme elle le doit à ses lecteurs, l'association éditrice, L'Equip'Page, publie ses comptes pour 1997.

**O**UF ! Ça tombe juste... Mais cela aurait été moins rose sans le don généreux de l'association de défense de La Rochefoucauld (voir La Page n° 36). On remarquera que les frais inhérents à la fête du 8 juin dernier sont presque entièrement financés par les dons des associations et par les annonceurs dont les encarts publicitaires figurent dans le numéro spécial du journal publié à cette occasion.

Par ailleurs, les frais de fabrication ont augmenté et ne sont pas totalement compensés par les ventes directes.

Pourtant ces ventes sont en hausse (nous avons récemment franchi la barre des

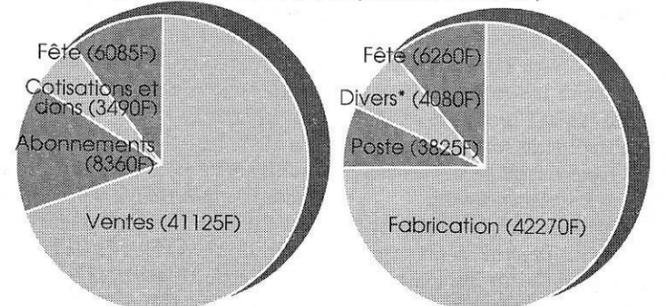
1 500 exemplaires), particulièrement grâce aux gérants de nos dépôts, librairies, maison de la presse, kiosques. Mais cette croissance est due aussi aux "ventes à la criée" sur les marchés du 14<sup>e</sup>. Les réactions positives de certains d'entre vous à cette occasion confirment l'intérêt que nous portons à cette présence sur le terrain.

**ABONNEZ-VOUS !**

Enfin nos abonnements sont aussi en hausse : 150 en 1994 et 220 en 1997. Un abonnement est une avance de trésorerie nous permettant une indépendance financière, que nous défendons depuis toujours. Nous sommes persuadés que vous serez encore plus nombreux à nous apporter votre soutien.

Marie-Françoise Fourmont, trésorière de l'association L'Equip'Page

**LES COMPTES DE "LA PAGE" EN 1997**  
(recettes : 59060F/dépenses : 56435F)



(\* ) Photocopies, photos frais administratifs, etc.

**ABONNEZ-VOUS A "LA PAGE"**

Six numéros : 40 F (soutien : 100 F). Adressez ce bulletin et votre chèque à l'ordre de L'Equip'Page, BP53, 75661 Paris cedex 14.

Nom.....  
Prénom.....  
Adresse.....

# Témoignage

## “JE SUIS BRETON, MAIS DE PARIS”

Didier Violain publie “Bretons de Paris”. Il nous raconte ses trois années de recherche au sein de cette communauté très présente entre Montparnasse et Plaisance.

QUAND un Breton parisien vous donne rendez-vous, c'est inmanquablement dans l'un des nombreux cafés autour de la gare Montparnasse. J'ai ainsi rencontré Didier Violain à “La Ville de Nantes”, qui explique d'emblée : “Même ceux qui n'ont jamais mis les pieds dans la capitale connaissent ces bistros à l'enseigne évocatrice. La plupart d'entre eux ont pourtant été repris par des Auvergnats. Peu doués pour les affaires, les Bretons bouffaient souvent la baraque !”

Didier Violain a recueilli une soixantaine de témoignages des années 30 à nos jours, d'habitants du 14<sup>e</sup> et d'ailleurs, il les a abondamment illustrés de documents originaux : enfin un livre sur la vraie vie des Bretons à Paris. Ni écrivain, ni historien, ni sociologue, il est Breton “sans être militant d'aucune association”, précise-t-il. “Comme mes aînés, j'ai débarqué à Paris sans un sou, pour chercher du travail (Nantais, il est arrivé à 20 ans, en 1980). Et petit à petit, presque inconsciemment, je me suis rendu compte que je n'étais pas un Parisien comme les autres. L'identité bretonne naît de l'exil.” D'où l'idée de ce livre : “J'ai voulu rencontrer les Bretons anonymes pas les têtes d'affiche ! Je cherchais des sensations, du vécu, le voyage en train vers la capitale, les nuits de solitude dans les chambres de bonne.”

Au début, les gens ne le prenaient pas au sérieux : “Des livres sur les Bretons à Paris, il en existe des dizaines !”. La plupart des témoins lui répondaient : “Je n'ai pas grand chose à raconter ; ma vie est assez banale.” Il a su les mettre en confiance, leur faire raconter la vie quotidienne. En partant, ils lui confiaient : “C'est la première fois que j'en parle à quelqu'un.” Une mémoire resurgissant.

De Quimperlé, Guingamp ou du Faouët, les Bretons débarquaient à la gare Montparnasse, avec leurs pauvres effets. L'abbé Gautier fonda en 1947 la “Mission bretonne” pour les accueillir, organiser des rencontres et de l'entraide. Et pourtant, une fois à Paris, les Bretons s'empresaient de ne plus aller à la messe ! Le père Le Que-

mener poursuit son action au 22 rue Delambre (voir ci-dessous).

Qui ne connaît le bar “Ti-Jos” ? Créé en 1935 rue Vandamme, le café “national” reste le lieu de rendez-vous des Bretons militants, malgré son déménagement rue Delambre en 1970. Tous les musiciens et chanteurs y ont fait halte. Jeanine Guéguen, elle, se souvient des premières crêperies : la plus ancienne, au 4 rue du Maine, ouverte dans les années 30 pour la vente à emporter et celle de sa mère “Chez Mélanie”, rue de Montparnasse. Mais le vrai quartier breton, où ils habitaient, c'était Plaisance. Entre les deux-guerres et jusque dans les années 50, les hôtels, cafés et restaurants y étaient légion. La rue du Château était un vrai fief : “Le Café breton”, “L'Hôtel de Bretagne”.

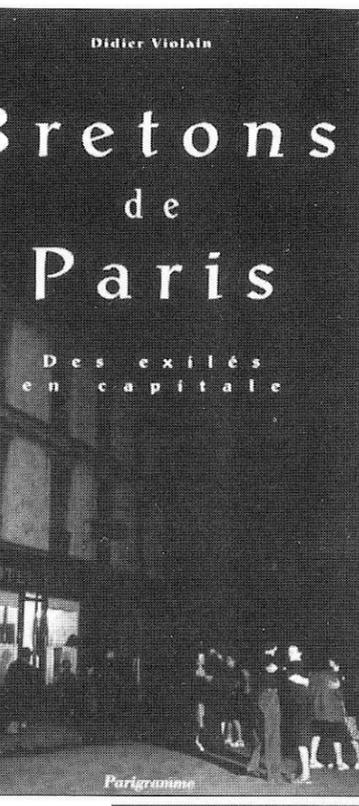
Si les Bretons sont encore nombreux à demeurer dans ce quartier, les commerces et les authentiques débits de boissons ont disparu. Aujourd'hui, un seul rescapé, “L'Escale” rue Bénard, qui annonce la couleur en affichant “bar breton” !

Les premiers arrivants, ne connaissant que le travail de la terre, se firent terrassiers, ouvriers en usine, bonnes à tout faire... puis cafetiers, restaurateurs ou chauffeurs de taxi. Mais le regard des Parisiens n'était pas tendre pour ces migrants, les “Ploucs” et les “Bécassine” !

L'auteur consacre un chapitre à “Paris pain noir ou la honte d'être Breton”. “Au fond, dans les années 30, le décalage ressenti par ces immigrés provenant d'une Bretagne isolée – la dernière province française à émigrer – était comparable aux sensations éprouvées de nos jours par un Malien débarquant en France, estime-t-il.

À l'origine, les objectifs de cette aumônerie étaient autant à caractère social que spirituel. C'était un lieu d'accueil pour les nombreux Bretons débarquant pour la première fois à la gare Montparnasse. La Mission proposait des cours de rattrapage en écriture et arithmétique, ainsi qu'une formation en sténo-dactylo. Elle devint rapidement un lieu de rencontres, notamment grâce à la tenue d'un bal très prisé, tous les dimanches (après la messe) qui réunissait jusqu'à un millier de danseurs.

Dans la foulée de Mai 68, des mouvements revendicatifs à caractère politique (Front de libération de la Bretagne), culturel (renaissance de la culture celtique) et écologiste (comité anti-nucléaire Plogoff) voient le jour en Bretagne. Rapidement et avec la bienveillance de son nouveau président (nommé en 1970), le père François Le Quémener, la mission devient le relais pari-



Bal populaire à “La Petite Bretagne”, rue Vercingétorix, en 1947 (photo de Robert Doisneau extraite de “Bretons de Paris”).

Ils devaient affronter un certain racisme. Le plus poignant fut le témoignage des femmes, employées de maison, qui se retrouvaient très isolées.”

Rares sont ceux qui parvinrent à tirer leur épingle du jeu, sauf quelqu'un comme Raymond Kervazo, originaire de la région de Pontivy, qui devint patron de plusieurs salons de coiffure et restaurants parisiens. Il possède toujours aujourd'hui le salon “Paris Bretagne Coiffure” au 45 de l'avenue du Maine. D'autres eurent un parcours bien différent ! De femme de chambre Germaine Champion devint clocharde aux Halles, dans les années trente. Puis elle redressa la barre et fonda l'association “Vie libre”, destinée à secourir les alcooliques.

Point besoin d'être Breton pour aimer le livre de Didier Violain ! Ses vertus essentielles : des témoignages sans fard transmis avec toute la tendresse d'un compatriote exilé.

François Heintz  
“Bretons de Paris” de Didier Violain. Editions Parigramme 1997. 160 p. 165 F.

## RUE CELS

### La nature sauvage à Paris

La Société nationale de protection de la nature, institution plus que centenaire, a quitté le Jardin des Plantes pour une maison du quartier Daguerre.

BUREAU d'accueil, librairie, boutique et galerie d'art... Au 9, rue Cels, Marc Gallois, directeur, fait visiter le nouveau siège de la Société nationale de protection de la nature (SNPN). Il rappelle l'origine de l'association : créée le 10 février 1854 sous le nom de “Société impériale zoologique d'acclimatation”, elle a aujourd'hui pour mission la protection des milieux naturels et des espèces animales et végétales sauvages... y compris en Ile-de-France. “Il y a des animaux sauvages à Paris, explique-t-il. On trouve des rapaces dans les églises et dans les bois de Vincennes et de Boulogne, ainsi que des renards qui pénètrent en ville. Il existe donc à Paris et dans ses alentours quelques zones intéressantes et riches sur le plan de la protection de la nature. Mais nos actions proprement dites sont plutôt situées dans des

zones naturelles et sur un plan national.” La SNPN était jusqu'à présent hébergée par le Muséum national d'histoire naturelle, dans le 5<sup>e</sup> arrondissement. Marc Gallois justifie l'arrivée de son association dans le quartier Daguerre : “Notre ancien local était devenu inadapté aux exigences de la bureaucratie. Nous n'étions plus en mesure d'être en contact avec nos 3 000 adhérents ainsi qu'avec le public.” Cette opération a pu avoir lieu grâce à la donation généreuse d'une fidèle adhérente.

#### UNE DYNASTIE D'HORTICULTEURS

Christian Jouan, directeur de la publication du *Courrier de la nature*, regrette d'avoir quitté l'un des plus anciens bâtiments du Jardin des Plantes, plein de charme et chargé d'histoire des sciences... Il note cependant que, “par un hasard singulier, en déménageant rue Cels, nous retrouvons une des racines fécondes de notre association.” La rue Cels ne manque en effet pas de références : son nom perpétue la mémoire d'un botaniste-horticulteur, Jacques-Martin Cels, fondateur d'une dynastie d'horticulteurs. Il possédait en cet endroit de vastes pépinières, de la fin du XVIII<sup>e</sup> au début du XIX<sup>e</sup> siècles. Avant la Révolution, ce botaniste était receveur de fermes à l'octroi de Paris. Passionné par son art, il avait créé près de la barrière d'Enfer un vaste jardin dans lequel il multipliait des plantes rares que lui faisaient parvenir les naturalistes voyageurs. Plus tard, il devint inspecteur des Pépinières nationales ; ses fils reprirent la tradition en cultivant cactées, azalées et palmiers.

Pour inaugurer ses nouveaux locaux, la SNPN a accueilli une exposition consacrée au peintre-sculpteur naturaliste Robert Hainard. D'origine suisse, il vient de fêter ses 92 ans. Une vie consacrée à témoigner au travers de son art des beautés de la nature.

John Kirby Abraham

Société nationale de protection de la nature et d'acclimatation de France : 9, rue Cels, tél. 01.43.20.15.39.

#### CARTES D'IDENTITÉ POUR ARBRES

On dénombre quelque 90 000 arbres plantés sur les voies publiques de Paris. Avenues, jardins et squares du 14<sup>e</sup> sont riches en platanes, marronniers et hêtres. L'an dernier, un programme de recensement a été mis en place afin d'assurer leur protection. Introduit dans le tronc de chaque arbre, un minuscule “transpondeur” électronique peut enregistrer l'âge et l'état de santé de chaque espèce. Un agent de la section des plantations de la direction des Parcs est en train d'examiner les arbres de la place de la Porte-de-Varves.



## RUE DELAMBRE

### La Mission bretonne sur ses terres

La vocation de la Mission bretonne, créée il y a cinquante ans, était d'accueillir et de soutenir les Bretons arrivant à Paris pour chercher du travail. Aujourd'hui ses activités à caractère multiculturel s'adressent à tous.

CRÉÉE en 1947 à Paris à l'initiative de l'abbé Elie Gautier (natif des Côtes d'Armor), la Mission bretonne connut de nombreuses adresses avant de s'installer définitivement au cœur du “quartier breton” en 1977, au 22 rue Delambre, au fond d'une cour pavée d'un ancien relais de poste du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Depuis, la Mission a beaucoup évolué et le culturel l'a emporté sur le social et le cultuel. Selon le père Le Quémener, “autrefois, elle apprenait le français à des Bretons, maintenant elle réapprend le breton à leurs enfants”. Pierre Guillard, son jeune directeur-animateur, souligne pour sa part que la Mission, d'origine confessionnelle, a laissé place à une association 1901, lieu de culture et de sociabilité et que le prochain départ à la retraite de son président,

notamment, une Maison des jeunes (Ti ar Yaouankiz) qui développera des activités telles que débats, cours de musique, de danse et de langue bretonne, ainsi que l'association Skoazell-Vreizh qui s'occupera d'aide aux détenus politiques (principalement ceux du FLB).

#### DU FLB À LA MUSIQUE BRETONNE

Depuis, la Mission a beaucoup évolué et le culturel l'a emporté sur le social et le cultuel. Selon le père Le Quémener, “autrefois, elle apprenait le français à des Bretons, maintenant elle réapprend le breton à leurs enfants”. Pierre Guillard, son jeune directeur-animateur, souligne pour sa part que la Mission, d'origine confessionnelle, a laissé place à une association 1901, lieu de culture et de sociabilité et que le prochain départ à la retraite de son président,

l'abbé Le Quémener, tournera définitivement une page de son passé.

La Mission, qui compte aujourd'hui près de 600 adhérents, est la plus importante association bretonne d'Ile-de-France et ses concerts (Fest-deiz), réunissant une fois par mois plus de 200 personnes. Même si la majorité des adhérents sont d'origine bretonne, l'association accueille depuis quelques années de plus en plus de personnes de tous horizons et de toutes origines (Irlandais, Allemands, Espagnols, etc.) venues découvrir une culture vivante et passionnante. Tous les soirs de la semaine, à partir de 18 heures se déroulent des cours de danse, chant, musique (cornemuse, bombarde, violons, accordéon...) et de langue bretonne à des tarifs très abordables. Les week-ends sont consacrés à des stages, spectacles, concerts, conférences ou pièces de théâtre. Mathias Chaplain

#### DE L'ÉTHIQUE SUR LES BALLONS

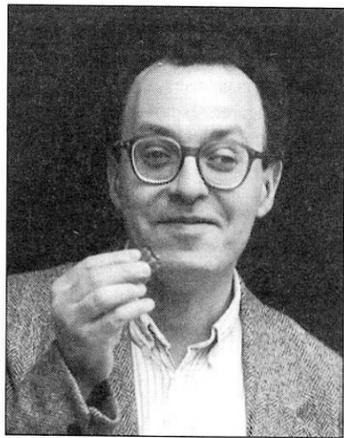
En 1998, les médias parleront beaucoup de football. Le collectif “De l'éthique sur l'éthique”, qui regroupe une cinquantaine d'associations et de syndicats, lance une campagne auprès des fabricants d'articles de sport. Il prolonge ainsi les actions menées les années précédentes pour que les entreprises et leurs sous-traitants dans le tiers monde respectent un code de bonne conduite : pas d'exploitation d'enfants, pas d'esclavage, respect de la liberté syndicale, droit d'organisation et de négociation collective. Une pétition est adressée au président de la Fédération nationale du commerce des articles de sport et loisirs, des cartes postales sont envoyées aux sièges sociaux et aux magasins spécialisés (Décathlon, Go Sport...). La campagne a débuté en janvier avec une animation au marché Edgar-Quinet. On peut retirer les cartes postales et signer la pétition dans les magasins Artisans du monde du 15<sup>e</sup> (42, avenue Félix-Faure, tél. 01.45.57.82.44, et 31, rue Blomet, tél. 01.45.66.62.97). Eric Poirié

## SAINT-JOSEPH SE REORGANISE

Pionnier de la réforme hospitalière qui vise à restructurer les établissements franciliens afin de réduire les coûts, l'hôpital Saint-Joseph se réorganise. Le voisin immédiat de Broussais, hôpital privé pluridisciplinaire possédant 452 lits, est le premier de 23 établissements "pilotes" à avoir signé un "contrat d'objectifs et de moyens" avec l'Agence régionale d'hospitalisation d'Ile-de-France (ARH). Les travaux de modernisation de sa structure et du plateau technique dureront jusqu'en 1999 (voir *La Page* n° 34). Des suppressions d'emplois et des redéploiements risquent de toucher les 1 600 agents. En effet, selon l'ARH, chargé d'appliquer le plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale, Paris serait surdoté en moyens hospitaliers et 12 000 lits devraient être supprimés en Ile-de-France.

## PEUR SUR LES TROPIQUES

La librairie Tropiques lance un concours d'écriture baptisé "Fais-moi peur !". Les enfants âgés de 10 à 13 ans sont invités à écrire une histoire terrifiante. Remise des copies (une ou deux pages) à la librairie au plus tard le 14 mars. Un jury choisira les meilleurs auteurs qui recevront des prix. Le texte primé sera publié dans un prochain numéro de *La Page*.



Les Tropiques reçoivent par ailleurs Salim Jay (notre photo), le jeudi 5 mars à partir de 19 heures. Cet auteur, qui habite le quartier Pernety, dédicacera *Jean Freustié, romancier de la sincérité* (éd. du Rocher). Samedi 24 avril à partir de 18 heures, c'est Serge Tisseron, connu pour son *Tintin et les secrets de famille* et ses travaux sur l'image et la psychanalyse, qui présentera son dernier ouvrage *La Honte, mode d'emploi* (Ramsay).

Librairie Tropiques : 63, rue Raymond-Losserand.

## Rue Didot

# BROUSSAIS, HOPITAL VIRTUEL

*L'avenir de l'hôpital Broussais s'assombrit. Le projet "définitif" présenté par l'Assistance publique renforce les interrogations et les inquiétudes. Habitants du quartier, élus et personnel redoutent un nouvel établissement vidé de son contenu.*

LE PROJET final du futur Broussais a été présenté ces derniers mois aux différents acteurs médicaux et sociaux concernés. Au début du mois de décembre 1997, il a été communiqué aux élus du 14e. Le 12 janvier, la majorité municipale, le Parti socialiste et le Parti communiste, ont soumis trois vœux au vote du conseil d'arrondissement : tous demandent "une meilleure prise en compte des besoins de santé des habitants victimes des pathologies urbaines". Le 17 décembre, la commission de surveillance de l'hôpital, l'une de ses instances consultatives, a exprimé à l'unanimité, son souhait "que Broussais demeure un hôpital à part entière". Le lendemain, lors de l'examen du projet par le conseil d'administration de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) du 18 décembre, tous les syndicats de salariés s'y sont opposés. Personne ne veut voir mourir Broussais dont, rappelons-le, les trois quarts des services doivent être transférés vers le nouvel hôpital européen Georges-Pompidou (HEGP), dans le 15e arrondissement (voir *La Page* n° 29).

Pourtant, dans l'esprit de la direction de l'AP-HP, ce projet est définitif, même s'il n'a pas encore été entériné par son conseil d'administration. Seuls les bâtiments Leriche et des Mariniers seront conservés. Il est prévu de maintenir un axe cardio-vasculaire de rééducation et de prévention (deux services actuellement implantés aux Mariniers), mais les soins dits "aigus", qui font la renommée de Broussais, seront transférés à l'HEGP. Un deuxième pôle regroupera des soins pratiqués en ambulatoire (sans séjour) : alcoologie, toxicomanie, avec le maintien de la fondation Nova Dona, et orthogénie (interruption volontaire de grossesse) ; enfin, six postes d'hémodialyse chronique resteront à Broussais malgré le transfert vers l'HEGP du service de néphrologie. Le seul nouveau

service de soins est un centre d'odontologie (50 à 60 fauteuils de dentisterie).

Deux administrations médicales seront également implantées. Broussais accueillera la plate-forme du réseau gérontologique du 14e, structure administrative qui informera familles et médecins sur l'offre de soins existant dans l'arrondissement. D'autre part, sera créé un institut de prévention, centre administratif de coordination et de recherche et l'accueil de l'Institut de l'Humanitaire, actuellement localisé à Saint-Antoine (dans le 12e arrondissement), qui mène un travail de recherche sur les actions de santé auprès des populations en situation de précarité, à travers le monde.

Ces activités seront toutes regroupées dans le bâtiment Leriche en raison de sa proximité avec l'hôpital Saint-Joseph qui assurera la logistique et la partie du plateau technique qui n'est pas présente sur le site. Celui de Broussais sera, en effet, des plus légers : un laboratoire polyvalent, des salles de radiologie dépendant du service de l'HEGP et une pharmacie, simple antenne du futur hôpital européen.

### TEMPETE AUTOUR DES MARINIERS

En revanche, ce projet ne retient pas les deux axes de l'avant-projet qui devaient faire du futur Broussais un hôpital de soins ambulatoires ouverts sur la ville (voir *La Page* n° 35) : la détection et la prévention des "pathologies du vieillissement" (ostéoporose, troubles de la mémoire...) et des "pathologies de la cité" (toxicomanie, alcoologie, sida...). Au-delà des considérations financières, pourquoi ces propositions n'ont-elles pas abouti ? Ces pathologies seraient-elles exclues du champ médical ? D'aucuns auraient-ils peur d'admettre leur existence dans notre arrondissement ? Quant au projet entourant le bâtiment des Mariniers, il reste vague ! Il devrait servir de "rocade" aux services des autres hôpitaux de l'AP-HP qui auront besoin d'un hébergement temporaire en cas de rénovation. "Nous souhaitons, à terme, y accueillir une structure de recherche, l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé (Anaes) n'étant plus preneur à ce jour", précise Michel Bilis, directeur de Broussais.

Face à ces incertitudes, les élus du 14e, les syndicats de personnel et de nombreux médecins scandent le même leitmotiv : "Broussais doit rester un hôpital de plein exercice !" Maurice Lassalle, conseiller communiste et fer de lance du combat pour la sauvegarde de Broussais, tempête : "Il y a deux ans, l'Assistance publique ne

conservait que les Mariniers, le seul bâtiment soi-disant non obsolète. C'est un comble d'annoncer aujourd'hui qu'il devient une simple zone de transit ! Un hôpital n'est pas un casier de boîtes à chaussures, on n'en modifie pas les activités tous les six mois." Un sentiment partagé par Pierre Castagnou (PS) : "C'est le flou le plus complet. Nous demandons le maintien d'activités médicales durables aux Mariniers." Tous deux s'accordent à dire qu'il n'y a jamais eu de véritable concertation et que le projet est en retrait sur les projets ébauchés par le professeur Imbert en juin 1996 et concernant la gérontologie, la gériatrie et les pathologies de la ville.

Du côté de la majorité municipale, le Pr. Griscelli, conseiller d'arrondissement et adjoint au maire de Paris pour les questions de santé, plaide lui aussi "pour un programme cohérent autour des Mariniers et pour que Broussais ne devienne pas une succursale de l'HEGP".

"Le projet retenu est un peu en deça de ce qui avait été envisagé dans l'avant-projet, concède M. Bilis, mais c'est beaucoup plus que les propositions initiales, qui prévoyaient le maintien du seul bâtiment des Mariniers. Les activités du futur Broussais seront complémentaires de l'HEGP et la coopération avec l'hôpital voisin Saint-Joseph devra se renforcer."

Avec des activités à dominante ambulatoire, c'est-à-dire sans hébergement, et une dépendance fonctionnelle de l'HEGP, Broussais restera-t-il un hôpital à part entière ? Verra-t-il son rattachement administratif à l'hôpital du 15e ? La question n'est pas tranchée.

François Heintz

### LE DEMENAGEMENT EST PROGRAMME

Les 800 lits de l'hôpital européen Georges-Pompidou ouvriront, dans le 15e, à la fin de cette année. Les trois quarts des services de Broussais devraient y être transférés vers avril-mai 1999. Les travaux nécessaires débuteront alors dans le pavillon Leriche pour une durée d'environ un an. C'est donc au deuxième semestre 2000 que l'îlot des Mariniers pourra à son tour être "libéré" des activités médicales. Parallèlement, le chantier immobilier (logements sociaux et "libres" à 40%, "intermédiaires" à 20%) aura démarré sur tout le reste de l'emprise de Broussais, où les pavillons des années 30 seront démolis.

## LES PERLES DU CONSEIL

Quel panache ! Deux vœux sur l'avenir de l'hôpital Broussais (voir ci-contre) étaient soumis au vote du conseil d'arrondissement le 12 janvier dernier. L'un émanait de Maurice Lassalle (PCF), l'autre de Pierre Castagnou (PS). C'est un troisième, celui du maire, qui fut finalement adopté. Avec son panache habituel, Lionel Assouad avait su convaincre sa majorité : "Mon vœu dit tout, je vous demande de vous y rallier !"

**Prochains conseils d'arrondissement :** lundi 9 mars et lundi 20 avril, toujours à 19 heures à la salle des mariages de la mairie, place Ferdinand-Brunot.

**Prochain Cica :** mercredi 18 mars à 19 heures, à la mairie annexe ; thème : la lutte contre la pollution.

## LUTTER CONTRE LA POLLUTION

La récente loi sur l'air, dite "loi Lepage", impose aux agglomérations l'établissement d'un plan de déplacement. A Paris aucun document de ce genre n'a jamais été réalisé. L'association Urbanisme et démocratie avait présenté en 1996 un plan de déplacement des bus et des vélos dans notre arrondissement. Son principe était simple : pour inciter à abandonner son automobile il faut assurer la bonne circulation des bus et des vélos dans l'arrondissement en créant, chaque fois que cela est possible une voie "bus" en site propre ainsi qu'une piste cyclable. Une nouvelle version sera rendue publique cette année.

Un second travail, en cours de réalisation, consiste à repérer toutes les traversées difficiles pour les piétons dans l'arrondissement en vue d'établir une carte des points noirs.

Si vous disposez d'informations ou si vous voulez rejoindre le groupe "pollution transport" d'Urbanisme et démocratie, vous pouvez contacter Jean-Paul Armangau au 01.43.95.05.46.

## SOUVENIRS DE LA RUE DE L'OUEST

L'école maternelle du 69, rue de l'Ouest fête ses 120 ans cette année. Elle recherche des photos du quartier avant sa transformation (rues de l'Ouest, Jean-Zay, Didot, Raymond-Losserand, Guillemot, Vercingétorix...). Elle souhaiterait aussi recueillir des témoignages d'élèves du 69 et 71 rue de l'Ouest et d'habitants du quartier entre 1950 et 1980. Tél : 01.43.22.30.49.

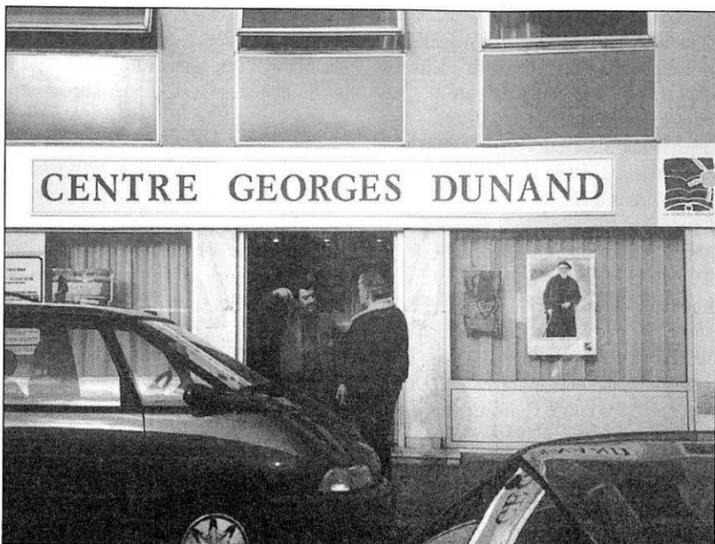
Françoise Steller

## RUE DE L'AUDE

# Emmaüs ouvre le centre Georges-Dunand

Le Centre Georges-Dunand de la communauté Emmaüs est installé au 18, rue de l'Aude dans les locaux d'une ancienne clinique. Le 17 janvier, le centre, qui accueille des sans-abri depuis novembre dernier, ouvrait ses portes aux riverains.

DANS le hall d'entrée orné d'un portrait de l'Abbé Pierre, l'un des huit compagnons d'Emmaüs responsables du centre accueillait les visiteurs et les invitait à parcourir librement les cinq étages du bâtiment. Ils pouvaient ainsi découvrir les chambres des résidents, chambres à deux lits pour la plupart, assez vastes, claires,



propres, aux couleurs pimpantes. A chaque étage, des installations sanitaires correspondant au nombre de chambres, une cuisine et une salle à manger pour les repas pris en commun. Un compagnon d'Emmaüs est responsable, à chaque niveau, du suivi personnalisé et constant des résidents pendant toute la durée de leur séjour.

Au troisième étage, Jacques, un autre compagnon, attendait les visiteurs devant un buffet bien garni, prêt à leur fournir tous renseignements et explications.

La capacité du centre est de quatre-vingts lits d'hébergement de longue durée, plus cinquante-cinq lits d'hébergement de nuit occasionnel. La plupart des hébergés, cependant, séjournent au centre environ un mois. Ce sont en majorité des hommes en voie de réinsertion, c'est-à-dire qui ont trouvé un travail ou un stage de formation, ou qui ont la volonté d'en trouver un avec

l'aide des responsables du centre, conformément à l'éthique d'Emmaüs. En effet, Emmaüs vise non seulement à secourir les plus démunis en situation d'urgence, mais surtout à les aider à s'en sortir, à se reprendre en main, à retrouver dignité et autonomie. C'est pourquoi le règlement est assez strict et les résidents doivent le respecter sous peine d'être renvoyés. Ils doivent aussi s'acquitter d'une participation forfaitaire de 10 F par jour qui leur procure, en plus de l'hébergement, le petit déjeuner, le repas du soir et l'accès à une permanence sociale et médicale.

Le succès rencontré par cette journée "portes ouvertes", au cours de laquelle plus d'une centaine de visiteurs ont été reçus rue de l'Aude, a montré l'intérêt que les habitants du quartier, d'abord très réticents, portent aujourd'hui à ce centre.